**Comment expliquer l’engagement politique dans les sociétés démocratiques ? –** Dossier documentaire

**Programme :**

- Comprendre que l’engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).

- Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l’action collective, les individus s’engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).

- Comprendre que l’engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).

- Comprendre la diversité et les transformations des objets de l’action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires.

**Plan du dossier documentaire :**

*- OA 3 : Comprendre que l’engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).*

(I) l’effet des variables socio-économiques : catégorie socioprofessionnelle et diplôme

(II) l’effet des variables démographiques : âge et génération, sexe

Ce dossier documentaire a pour vocation de présenter à l’intention des professeurs les principaux savoirs de référence mobilisables pour traiter le chapitre de l’engagement politique en classe de terminale (il n’a donc pas été conçu pour être utilisé tel quel avec les élèves, bien que certains des documents qu’il contient puissent être utilisés en cours). Les documents dont le titre est en gras portent sur les concepts essentiels au programme. Les autres documents visent à illustrer, compléter, approfondir ces concepts (l’utilisation des concepts, théories et faits qu’ils contiennent est donc laissée à la libre interprétation du professeur, dans le cadre de sa liberté pédagogique).

*- OA 3 : Comprendre que l’engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).*

(I) l’effet des variables socio-économiques : catégorie socioprofessionnelle et diplôme

**Doc.38 : « Les déterminants sociaux de la participation politique »**

Le titre du livre de Daniel Gaxie consacré aux inégalités dans les pratiques de participation (*Le cens caché, inégalités culturelles et ségrégation politique*, 1978), exprime de façon saisissante la visio de la société entre des citoyens participants et une majorité d’individus que leur position sociale tient, comme naguère le cens électoral, à l’écart des activités politiques routinières. La « mythologie des sociétés occidentales contemporaines » est mise à mal de deux manières : d’une part, le constat d’une forte majorité de non participants (ou de participants épisodiques) dément « l’existence d’un intérêt pour la politique universellement partagé par les citoyens universellement compétents pour se prononcer sur tous les enjeux », d’autre part, à l’interprétation du vote comme résultant essentiellement de choix politiques calculés et rationnellement motivés, est substituée une explication plus générale qui privilégie (…) les « déterminismes de l’âge, du sexe, de la position sociale, du niveau d’instruction, de la situation familiale, de l’histoire personnelle, du hasard des rencontres, des amitiés, des critères d’évaluation, des préoccupations et des fantaisies de chacun ». (…)

Les groupes socialement dominés, c’est-à-dire dépourvus des « capitaux » (économiques, culturels, relationnels…) que détiennent les groupes dominants, sont exclus du jeu poliytique, de la compréhension de son langage et de ses règles, et donc condamnés à la non participation, ou à une participation tout à fait étrangère aux motivations que le « mythe démocratique » prête aux citoyens.

Les agents capables de participer aux activités politiques de « se faire une opinion », d’exprimer en des termes adaptés la signification qu’ils donnent à leurs pratiques (voter, adhérer, militer…) doivent leur compétence à leur position sociale et aux ressources qui y sont attachées. On entend ici par compétence l’aptitude, plus ou moins mesurable, des individus à reconnaître les différences entre les prises de position des hommes politiques et des candidats de différentes tendance, ou entre les partis politiques, leur capacité à situer et justifier leurs préférences par rapport à ces prises de position, et tout autant la croyance qu’ils ont dans l’importance de ces débats et des actes assurant l’arbitrage entre des « programmes » politiques. L’intérêt pour « la politique », c’est-à-dire pour les problèmes définis comme tels autant que pour les règles de gouvernement des sociétés, suppose, dans cette perspective, que cet ordre d’activités soit pensé comme susceptible de modifier les positions et les ressources des groupes – et non comme un jeu étrange et étranger auquel se livre des « politiciens » complices – et que les schèmes de compréhension appropriés soient maîtrisés. (…) Tous les membres des groupes dominants, à raison de leurs propriétés sociales et de leur connaissance des effets de l’action politique sur leur propre position, sont directement intéressés à la participation aux activités « civiques ».

Inversement, les individus des groupes socialement dominés sont à la fois incapables de saisir les enjeux et les règles des débats politiques, et confrontés à leur propre incompétence par le langage spécialisé et abstrait qui caractérise ces débats. La non participation est une des manifestation de cette « dépossession » ; mais il en est d’autres. Ces individus peuvent, en effet, participer à des activités politiques, en accordant une confiance aveugle à ceux qu’ils considèrent comme compétents, comme susceptibles d’exprimer une opinion conforme à leurs intérêts tels qu’ils les perçoivent confusément ; si bien qu’ici la participation ne résulte pas d’une « opinion personnelle », mais bien plutôt d’une remise de soi, d’une délégation inconditionnelle à des individus ou à des organisations. (…)

Certaines formes de participation supposent que les individus concernés soient en mesure d’expliciter leurs raisons d’agir, telles qu’ils les conçoivent, et de rendre compte de leurs engagements et de leurs choix. C’est notamment le cas de l’adhésion à un parti politique, de la participation à des débats politiques, ou encore des manifestations publiques de soutien d’une candidature aux élections. (…) La participation à ce type d’activité, quel que soit l’indicateur retenu pour l’approcher, est d’abord fortement corrélé avec l’appartenance à un groupe social privilégié, c’est-à-dire disposant de propriété (ou, selon la métaphore économique, de « capitaux ») qui lui assurent une position dominante par rapport à d’autres groupes. Cette corrélation est vérifiée quel que soit le type de classement adopté pour regrouper les individus : catégories socioprofessionnelles ou « classes » construites par une agrégation raisonnée de catégories voisines. C’est ainsi que le groupe formé par l’agrégation des industriels, des gros commerçants, des cadres supérieures et des professions libérales (« catégories supérieures ») est globalement plus participant que celui qui agrège les différentes catégories d’ouvriers. (…)

D’une manière générale, un individu a d’autant plus de chances de participer à des activités politiques qu’il a des caractéristiques sociales cumulées relativement supérieures à celles d’autres individus : les ouvriers masculins d’âge moyen (25 à 50 ans), ayant un niveau d’étude plus élevé que la moyenne du groupe et des revenus plus importants (agents de maîtrise, contremaître, ouvriers qualifiés) sont plus susceptibles de participer, surtout s’ils résident dans une grande ville, que des ouvrières âgées, sans diplôme et peu payées. (…) L’insertion dans le travail productif, l’occupation d’emplois qualifiés, l’autonomie que procure un usage partiellement libre des temps de loisirs sont ainsi fortement valorisés et procurent un statut relativement élevé aux individus qui présentent ces caractéristiques. On comprend dès lors que les femmes peuvent être perçues – et dans une certaine mesure se perçoivent elles-mêmes surtout si elle sont parmi les plus démunies – comme socialement et politiquement moins légitimes que les hommes, leur participation aux activités politiques est plus faible, leur « compétence » en ce domaine est mise en doute. On mesure logiquement une transformation de leurs comportements, dans le sens d’une participation comparable à celle de leurs homologues masculins (…). L’appartenance d’un individu au groupe des retraités, exclus d’une position valorisée de travailleurs, affectés par une diminution de leurs revenus, et souffrant d’une perte sensible de considération de la part des actifs, présente des effets analogues : leur participation est moindre, surtout quand il s’agit d’activités supposant une « bonne » compétence politique, et surtout dans les groupes sociaux les plus défavorisés.

Le niveau d’instruction est, dans ces conditions, un facteur particulièrement déterminant de la participation. Il correspond à la probabilité d’occuper un emploi qualifié, il est un des attributs des groupes sociaux dominants (…), il procure une capacité à maîtriser les schèmes politiques et incite à pratiquer des activités développant cette capacité (lectures, spectacles, discussions), il autorise à porter des jugements « motivés » sur les questions politiques ; il est socialement perçu comme accroissant l’aptitude à se « forger » une opinion personnelle. (…)

L’appartenance à une catégorie sociale défavorisée et, corrélativement, l’absence de diplômes acquis au cours d’études prolongés, tendent donc à exclure un individu de la participation aux activités politiques. Ce qui apparaît ainsi comme un très lourd handicap peut cependant être compensé par l’appartenance à certains groupements, groupes organisés ou associations (…) l’appartenance à un syndicat ou à des associations diverses conduit des individus relativement démunis, et au delà leurs enfants, à participer politiquement plus que leurs caractéristiques sociales n’inciteraient à le prévoir. (…)

La participation politique, de quelque manière qu’on la mesure, suppose en définitive que les individus soient incités à concevoir les activités politiques comme nécessaires au bon fonctionnement de la vie sociale, comme légitimes, et comme susceptibles d’avoir des incidences sur leur sort et sur celui des groupes auxquels ils s’identifient. Cette incitation peut venir de leur éducation, de l’action de groupements et d’associations qui assignent un sens aux activités politiques, d’une socialisation à laquelle contribuent la famille, l’école, les relations de travail, l’expérience quotidienne.

LAGROYE Jacques, FRANCOIS Bastien, SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, pp. 335 -356, Presses de Science Po, 2006.

**Doc.39 :** « Les dispositions sociales à l’engagement »

L’engagement durable dans une organisation peut s’analyser comme une forme de participation politique « à haute intensité » à laquelle s’applique au premier chef le modèle des « ressources ». Militer dans une organisation politique suppose du temps, de l’argent, des compétences objectives (savoir parler en public, rédiger des tracts, organiser une réunion) et des compétences subjectives (intérêt pour la politique, sentiment d’efficacité, sens civique) inégalement réparties dans l’électorat. Cela suppose aussi des attitudes favorables à l’engagement politique ou compétence subjective. Ces aptitudes sont apprises, transmises par la famille et l’école puis le milieu professionnel. Elles sont moins fréquentes chez les personnes socialement et culturellement défavorisées, celles qui entretiennent un rapport plus lointain au politique, comme les jeunes, les femmes ou les citoyens issus de l’immigration. Les enquêtes sur les partis politiques qui fleurissent à partir des années 1980 en France confirment que les militants ont globalement un capital social et surtout culturel nettement plus élevé que le reste de la population, et que les femmes y sont sous-représentées, même si chaque formation présente un profil particulier, plus populaire et féminin au PC, plus classes moyennes au PS et chez les Verts, comme le montre le profil des militants des partis de la « gauche plurielle » juste après les élections législatives de 1997. Ce sont des bastions masculins, peu représentatifs non seulement de la population française, mais de leurs électorats respectifs, et protégés, si l’on en juge par le poids des actifs appartenant au secteur public.



MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2014, p. 229.

 (II) l’effet des variables démographiques : âge et génération, sexe

**Doc.40 :** « Effet de génération : l’exemple des militants de mai 1968 »

Une autre population abondamment étudiée en France est celle des anciens soixante-huitards. Annick Percheron a montré à partir d’enquêtes par sondage la persistance, en 1989, des clivages générationnels suscités par la guerre d’Algérie et Mai 1968 chez les interviewés qui arrivaient alors à l’âge de la majorité. Les partisans de l’indépendance algérienne, tout comme les interviewés favorables au mouvement de mai, surtout s’ils ont activement participé aux évènements, restent au moment de l’enquête plus politisés et plus à gauche que les pro Algérie Française et les anti mai 1968. En outre les militants de mai 1968 sont nettement plus attachés aux valeurs permissives du libéralisme culturel. Elle distingue deux populations, « un noyau étroit de militants engagés chez lesquels l’événement a renforcé, cristallisé des attitudes déjà existantes ; un cercle plus large d’individus révélés à eux-mêmes par ces mêmes évènements et qui en portent aujourd’hui encore la marque, mais sous une forme plus atténuée ».

Julie Pagis, elle, a exploré les conséquences biographiques de mai 68 en combinant questionnaire et récits de vie auprès d’un échantillon de personnes ayant participé à l’événement et de leurs enfants, scolarisés dans deux écoles alternatives (…). Elle fait voler en éclat le mythe de « la » génération de mai 68 soulignant la diversité des trajectoires et des modes d’engagement en fonction de la socialisation antérieure. Elle montre comment la seconde génération, celle des enfants, a été marquée par des socialisations familiales et scolaire contre-culturelles, et éclaire la complexité de la transmission intergénérationnelle de cet héritage politique (…).

Sur une période plus récente, celles des mobilisations lycéennes et étudiantes de 1986, Anne Muxel a montré partir d’un panel de jeunes, interviewés sept fois de 1987 à 1997, entre leur dix-huitième et leur trentième année, la politisation durable produite par la participation à ces mobilisations contre la réforme des procédures de sélection à l’entrée des universités (loi Devaquet).

MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2014, p. 242.

**Doc.41 :** « Effet d’âge : la disponibilité biographique »

La situation sociale d’un individu apparaît par ailleurs plus ou moins favorable à l’engagement. Cette dimension est également soulignée par Doug Mac Adam : les volontaires du Freedom Summer sont jeunes, célibataires et sans enfant, et disposent de ressources matérielles (ils travaillent et/ou sont issus de familles favorisées). Ils échappent ainsi aux contraintes familiales, conjugales, financières, voire professionnelles (ceux qui travaillent sont souvent enseignant et la mobilisation a lieu l’été). Les coûts l’engagement (en risques, en temps…) sont pour eux moins pesant que pour d’autres catégories.

Sur ce point, la « disponibilité biographique » apparaît un élément particulièrement important : la période avant l’entrée dans la vie active (celle des études) et la retraite apparaissent ainsi plus propices à l’engagement, d’autant qu’elles s’accompagnent souvent de moindres contraintes familiales (pas d’enfant à charge).

DOUILLET Anne Cécile, *Sociologie politique*, Armand Colin, 2017, p. 107.

**Doc.42 :** « Genre et militantisme »

Les femmes restent sous-représentés dans les partis, les syndicats et dans une moindre mesure dans les associations (…). La division sexuelle des tâches persiste. Si l’on excepte les organisations féminines, qui, faut-il le rappeler, ne sont pas nécessairement « féministes » pour autant, les femme ssont deux fois plus souvent membres d’une association de parents d’élèves ou d’une association religieuse, les hommes presque deux fois plus souvent membres d’un syndicat ou d’une association sportive. Comme l’ont montré les travaux pionniers de Danièle Kergoat ou de Dominique Loiseau, quelle que soit l’organisation, les femmes y occupent moins souvent des fonctions de directions, et sont plus souvent cantonnées à des tâches « féminines », balayage et cuisine dans les occupations d’usine, pliage ou distribution de tracts plutôt que collages et prises de parole. On en trouvera nombre d’exemples dans Le sexe du militantisme (Fillieule, Roux, 2009), y compris dans des organisations de gauche (syndicat ouvrier, collectif libertaire) a priori les plus attachés aux valeurs égalitaires.

MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2014, p. 249.

**Doc.43 : « Genre et engagement politique »**

Les femmes ont longtemps été moins compétentes politiquement que les hommes du fait d’une socialisation (passant notamment par l’éducation) qui les poussait moins que les hommes à s’intéresser aux questions politiques, en les assignant à la sphère domestique. Leur exclusion d’un certain nombre de pratiques politiques (vote, détention d’un mandat électif…) les privant par ailleurs de certaines modalités de politisation. On observe aujourd’hui encore une « sous politisation des femmes, persistante et paradoxale ». SI leur participation électorale ne se distingue pas particulièrement, elles continuent à se déclarer moins intéressées par la politique que les hommes et apparaissent moins « compétentes » politiquement : l’intérêt pour la politique n’étant pas également transmis aux filles et aux garçons, dans le prolongement d’une « construction historique d’attentes sociales sexuées » (Achin, Lévêque, *Femmes en politique*, 2006).

DOUILLET Anne Cécile, *Sociologie politique*, Armand Colin, 2017, p. 45.